agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

AFRIQUE/MALAWI - Nouveau gouvernement pour le Malawi après la chute du précédent suite à un scandale lié à la corruption

Lilongwe (Agence Fides) - La corruption est au centre du débat politique au Malawi, l'un des pays les plus pauvres du monde. Ainsi que l'indique à l'Agence Fides le Père Piergiorgio Gamba, SMM, qui vit et œuvre au Malawi depuis des décennies, « le scandale a explosé à cause d'un attentat perpétré contre un dirigeant du Ministère des Finances, Paul Mphwiyo, qui a été grièvement blessé par balle dans le cadre de ce qui semblait un règlement de compte lié à des pots-de-vin promis ou reçus ».
« C'est ainsi qu'est né ce qu'il est convenu d'appeler le Capital Hill Cash Gate qui a porté à l'arrestation d'une dizaine de fonctionnaires du gouvernement et d'autant d'officiers de police pour avoir détourné des millions de dollars de fonds publics » poursuit le missionnaire. « Cette fois, l'enquête concerne les plus hautes autorités du gouvernement. La population, lasse des augmentations continuelles des impôts et taxes, se sent flouée par ceux qui devraient gérer la chose publique ».
L'opposition n'a pas manqué de demander la mise en accusation du Président de la République, Joyce Banda. Le problème est devenu si complexe qu'il a contraint le Chef de l'Etat à tenter de sauver ce qui pouvait l'être en faisant démissionner le gouvernement, qui comptait 25 membres. « Ce choix a été admiré y compris à l'étranger et considéré comme une preuve de la capacité du pays et de sa volonté à faire justice » déclare le Père Gamba. Ce dernier ajoute que « cette décision n'est pas indolore. Elle provient de la prise de position des représentants des pays donateurs, Union européenne en tête, qui ont demandé des explications sur ce qui ne constitue pas une accusation générique de corruption mais une véritable enquête ayant mis en évidence des travaux adjudiqués et jamais effectués, des paiements sur des comptes à l'étranger de la part d'entreprises non transparentes, des employés de ministères trouvés en possession de millions de Kwacha dont ils ne parvenaient pas à justifier l'origine ».
« Il s'agit d'un choix important pour la survie du pays, dans la mesure où le Kwacha (la monnaie nationale) a repris une dévaluation quotidienne, bien qu'elle ne soit pas en chute libre. Il s'est également agi d'une décision importante en vue de la longue campagne électorale portant au scrutin du 20 mai 2014, au cours duquel la population sera appelée à choisir probablement un nouveau guide pour le pays » conclut le Père Gamba.
Le 15 octobre, un nouveau gouvernement institué par le Président Banda est entré en fonctions. (L.M.) (Agence Fides 17/10/2013)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it